

La reprise de l'emploi se poursuit au premier trimestre 2011 à un rythme plus soutenu (+ 0,6 %, soit + 103 000) que le trimestre précédent : (+ 0,2 %). Sur un an, il augmente ainsi de 1,3 % (230 000 créations nettes d'emplois).

Le salaire moyen par tête (SMPT) est particulièrement dynamique (+ 1,7 % ce trimestre, soit + 2,8 % sur un an) tiré par la hausse du SMIC au 1^{er} janvier, l'impact des négociations de branche et d'entreprise et des primes plus conséquentes.

La masse salariale est ainsi en nette hausse : elle progresse de 2,1 % (+3,9% sur un an) après +0,5 % au quatrième trimestre 2010.

Environ un tiers des créations d'emploi du trimestre (33 000) provient du secteur de l'intérim (+ 5,1 %, soit + 20,5 % sur un an). La nouveauté ce trimestre est que hors intérim, tous les grands secteurs connaissent aussi des hausses d'emploi.

Après les pertes d'emplois historiques enregistrées depuis 2009, l'emploi industriel revient sur un rythme positif au premier trimestre 2011 (+ 0,3 %). Toutefois, sur un an il baisse toujours de 0,9 %.

La construction connaît une accélération de l'emploi ce trimestre (+ 0,8 %). Après deux ans de baisse, les effectifs de ce secteur retrouvent une évolution annuelle positive (+ 0,8 %).

Dans le tertiaire, l'emploi salarié augmente de 0,6 % ce trimestre, après + 0,3 % au trimestre précédent. Hors intérim, la hausse des effectifs salariés est de 0,4 %, soit + 1,1 % sur un an. Les secteurs les mieux orientés sont toujours l'hébergement-restauration (+ 1,0 %), l'informatique (+ 0,8 %), et les activités juridiques, du conseil et de l'ingénierie (+ 1,4 %).

Au premier trimestre 2011, la reprise se confirme dans toutes les régions, avec des évolutions annuelles de l'emploi positives sur l'ensemble du territoire.

LA MASSE SALARIALE ET L'EMPLOI DU SECTEUR PRIVÉ AU PREMIER TRIMESTRE 2011

Graphique 1 : Masse salariale et emploi du secteur privé

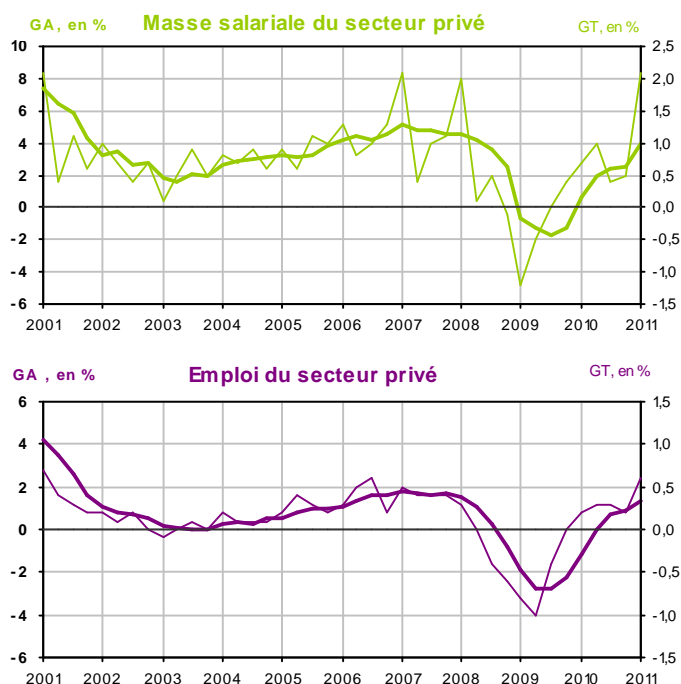


Tableau 1 : Masse salariale et emploi du secteur privé au premier trimestre 2011

| | En Niveau 2011 T1 | Glissement trimestriel (en %) | | | | | Glissement annuel au 1 ^{er} trimestre 2011 (en %) |
|--|-------------------|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|--|
| | | 2010 T1 | 2010 T2 | 2010 T3 | 2010 T4 | 2011 T1 | |
| Masse salariale (en Md€) | 124,6 | 0,7 | 1,0 | 0,4 | 0,5 | 2,1 | 3,9 |
| Emploi fin de trimestre (en millions) | 17,9 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,6 | 1,3 |
| Emploi moyen (en millions) | 17,9 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,4 | 1,1 |
| Salaire mensuel moyen par tête (en €) | 2 327 | 0,6 | 0,7 | 0,1 | 0,3 | 1,7 | 2,8 |
| Indice des prix à la consommation hors tabac | | 0,8 | 0,4 | -0,1 | 0,6 | 1,1 | 1,9 |

Sources : Acooss-Urssaf ; Insee – Indice des prix

Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents (encadré). Les coefficients de désaisonnalisation ont été révisés pour cette publication (révision annuelle), ce qui modifie les profils trimestriels.

Au premier trimestre 2011, la masse salariale accélère fortement : +2,1 % après +0,5 % au quatrième trimestre 2010 (*graphique 1 et tableau 1*)¹. Sur un an, elle augmente de 3,9 %. Cette accélération résulte d'une nette augmentation de l'emploi, d'une part, et du salaire moyen par tête (SMPT), d'autre part.

La croissance de l'emploi du premier trimestre 2011 (+0,6 %, soit +103 000 emplois) est en hausse par rapport aux rythmes trimestriels enregistrés depuis début 2010 (de l'ordre de +0,2 % à +0,3 %). Sur un an, on enregistre 230 000 créations nettes d'emploi (+1,3 %).

Le moteur principal des créations d'emploi reste le secteur de l'intérim

(+5,1 % au premier trimestre 2011, soit 33 000 créations nettes d'emploi). Néanmoins, tous les grands secteurs, y compris l'industrie, créent des emplois ce trimestre.

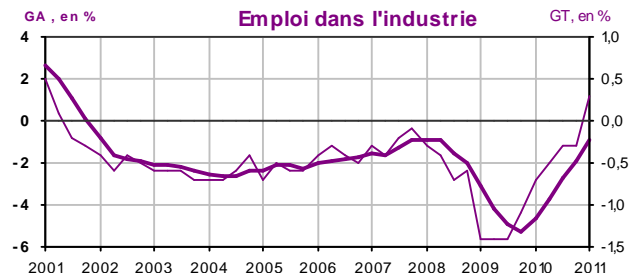
Le tertiaire est toujours bien orienté (+0,6 %), y compris hors intérim (+0,4 %). Le secteur de la construction retrouve quant à lui un rythme soutenu (+0,8 %). Enfin, l'industrie crée des emplois pour la première fois depuis 10 ans (+0,3 %), alors que son rythme trimestriel était encore de -0,8 % au premier trimestre 2010.

Le salaire moyen par tête augmente de 1,7 %, après +0,3 % au quatrième trimestre. Sur un an, la hausse du SMPT

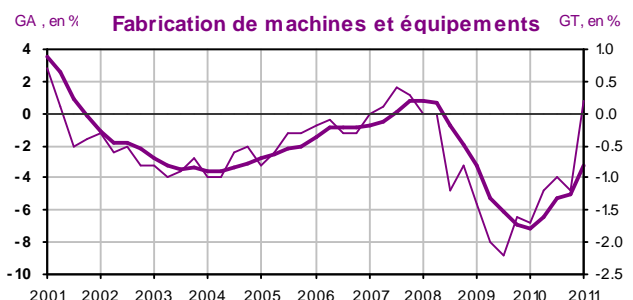
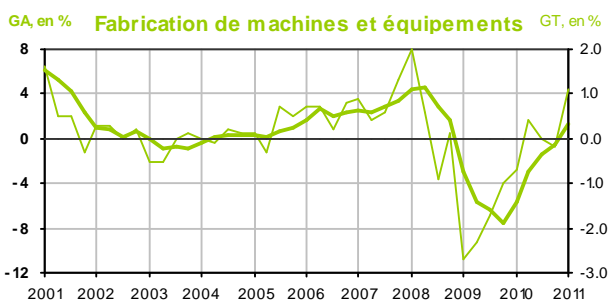
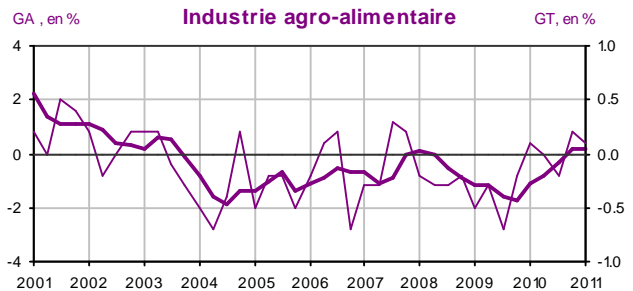
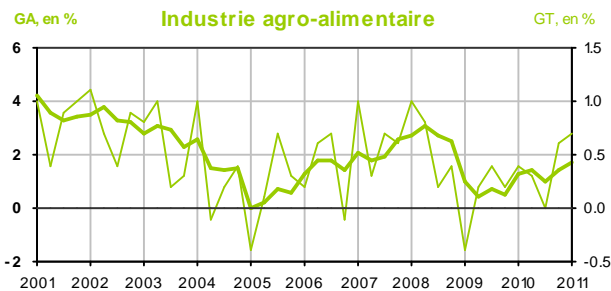
est de 2,8 %, à rapprocher d'une augmentation des prix de 1,9 %.

Cette forte hausse s'explique en particulier par la revalorisation annuelle du SMIC (+1,6 %) désormais au 1^{er} janvier, et de nettes augmentations salariales en ce début 2011, notamment dans la métallurgie et la chimie. Des versements plus importants de primes sont également enregistrés dans certains secteurs, dont la banque. En outre, le moindre recours au chômage partiel et la hausse du nombre d'heures supplémentaires contribuent à l'augmentation annuelle du SMPT dans des secteurs tels que la construction, la métallurgie et l'industrie automobile.

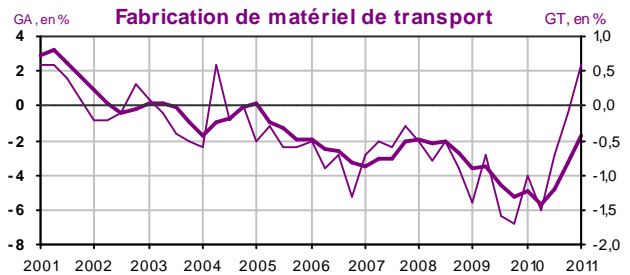
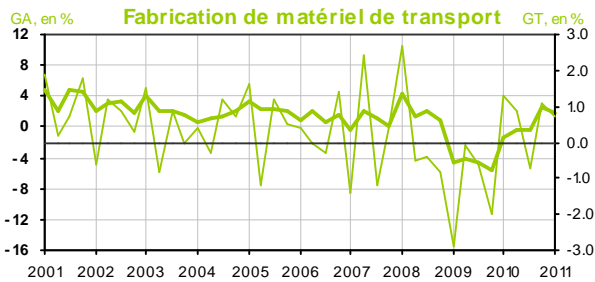
Graphique 2 : Masse salariale et emploi de l'industrie



Graphique 3 : Masse salariale et emploi dans quelques secteurs industriels



1 : Il convient d'interpréter les évolutions infra-annuelles avec prudence. La correction des variations saisonnières, perturbée en période de retournement conjoncturel, peut en effet donner lieu à des révisions des évolutions trimestrielles. En particulier, l'ampleur de l'accélération de l'emploi entre le 4^{ème} trimestre 2010 et celle du 1^{er} trimestre 2011 pourrait être amoindrie fin 2011 à l'occasion de la prochaine opération annuelle de désaisonnalisation.



Sources : Acooss-Urssaf

L'emploi industriel retrouve des rythmes positifs

Dans l'industrie, la masse salariale poursuit sa hausse (+1,3 %, après +0,5 % au quatrième trimestre), tirée par un SMPT soutenu (+1,3 % ce trimestre, soit +3,5 % sur un an) et par une augmentation des effectifs salariés (+0,3 %). Ces créations d'emploi sont les premières en 10 ans et font suite aux pertes historiques observées depuis 2009. Elles traduisent sans doute davantage un arrêt des pertes d'emploi dans l'industrie qu'une inversion de tendance.

La plupart des branches industrielles enregistrent des créations d'emploi ce trimestre. Les plus fortes hausses observées se situent dans l'industrie chimique et l'industrie pharmaceutique (+0,8 %) et dans la fabrication de matériels de transport (+0,6 %). Les hausses d'effectifs sont moins importantes dans la métallurgie, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+0,3 %), la fabrication de machines et équipements (+0,2 %), l'industrie des plastiques et les industries agro-alimentaires (+0,1 %).

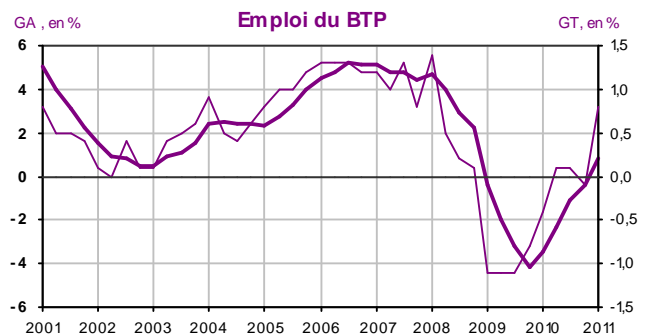
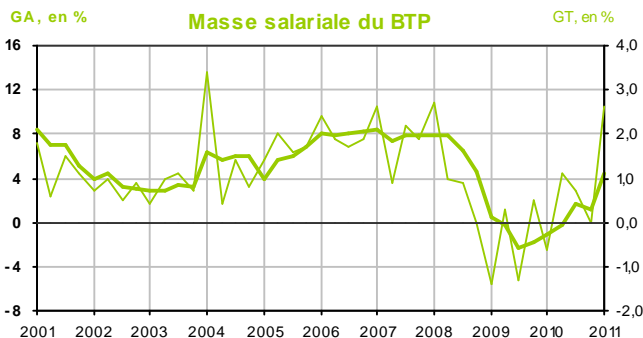
Moins touchés par le cycle conjoncturel, les secteurs de la distribution d'énergie

et d'eau (+0,7 %) continuent de créer des emplois.

L'emploi reste cependant en baisse dans la fabrication d'équipements électriques (-0,6 %) et l'industrie du bois et papier (-0,4 %).

Le glissement annuel du SMPT dans l'industrie s'établit à +3,5 % après +3,2 % au quatrième trimestre. Sur un an, l'évolution du SMPT des secteurs de la métallurgie, la fabrication de matériel de transport et la fabrication de machines, profite encore du moindre recours au chômage partiel et à la hausse des heures supplémentaires.

Graphique 4 : Masse salariale et emploi du BTP



Sources : Acooss-Urssaf

Dans le BTP, la croissance de l'emploi se confirme

En très légère hausse depuis trois trimestres, l'emploi dans la construction augmente de 0,8 % au premier trimestre 2011. Ainsi, le rythme annuel est positif pour la première fois depuis deux ans (+0,8 % après -0,4 % au trimestre précédent).

La masse salariale continue de croître ce trimestre (+1,3 %). Les évolutions relativement dynamiques depuis le deuxième trimestre 2010 lui permettent d'atteindre un rythme annuel de 2,1 %.

L'emploi augmente fortement dans la construction de bâtiments (+1,7 %), en particulier dans la promotion immobilière de logements (+3,3 %) et la construction de maisons individuelles (+2,4 %), alors que les effectifs sont quasiment stables dans la construction d'autres bâtiments (+0,1 %).

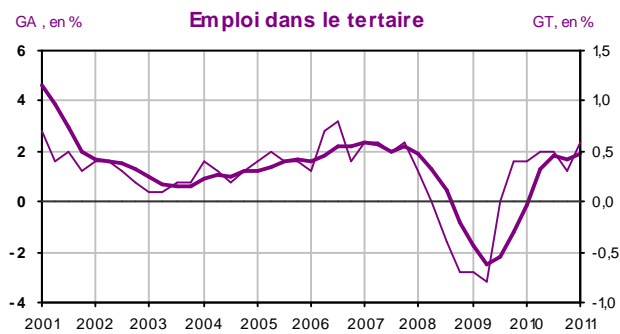
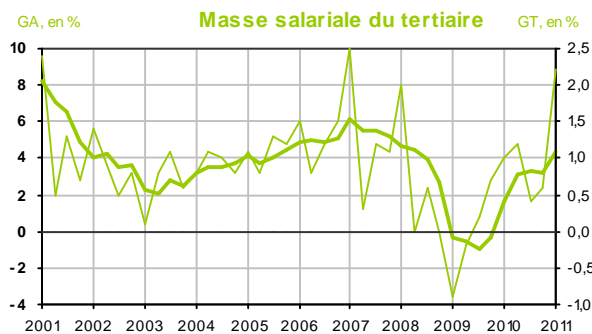
Dans les travaux de construction spécialisés (+0,8 %), l'emploi s'améliore particulièrement dans les travaux de plâtrerie (+1,8 %), les travaux de maçonnerie générale, les travaux de terrassement courants (+1,3 %) et les

travaux de revêtement des sols et des murs (+1,2 %).

L'emploi dans le génie civil recule de 0,9 % ce trimestre avec des baisses significatives dans la construction de réseaux pour fluides (-2,2 %) et dans la construction de routes et autoroutes (-1,1 %). Le repli est moins important dans la construction de réseaux électriques et de télécommunications (-0,4 %).

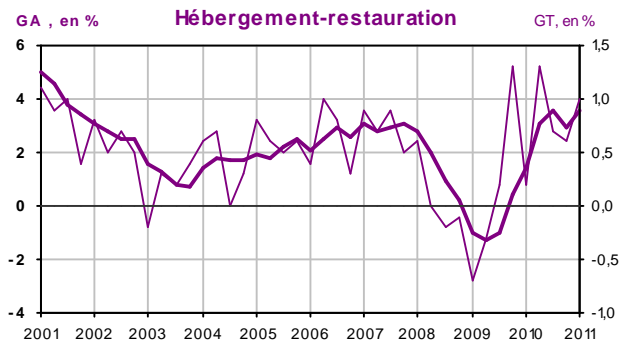
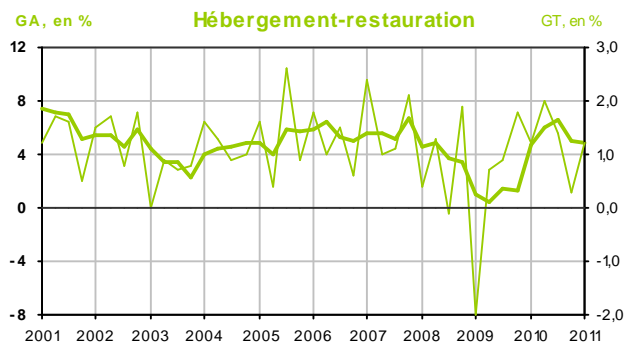
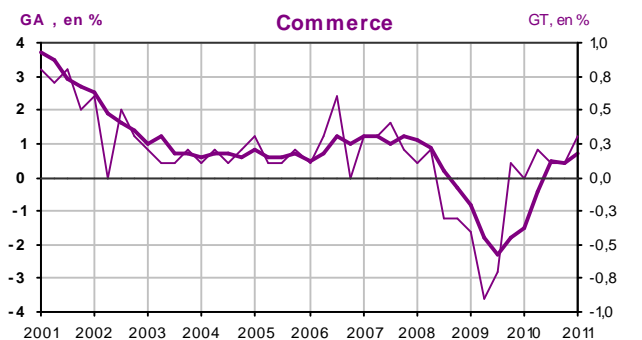
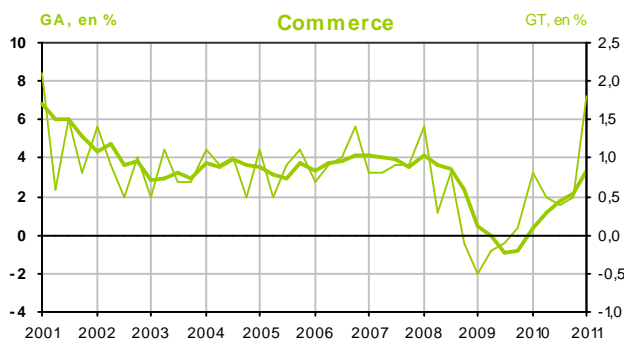
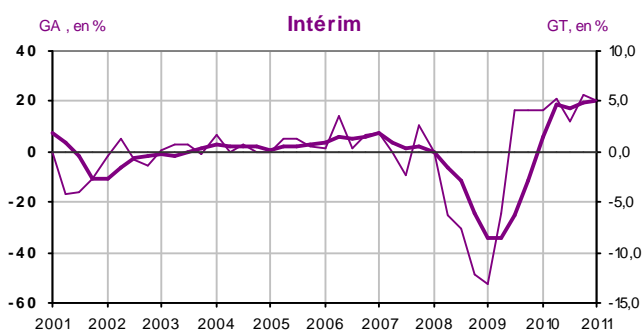
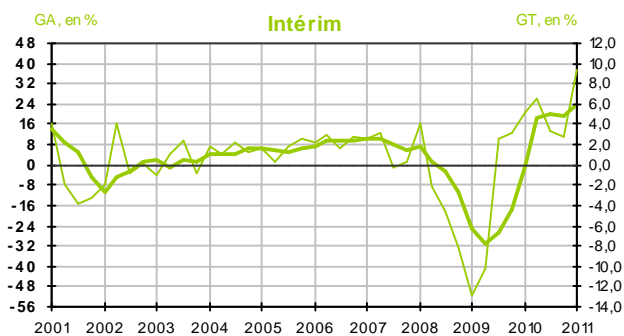
Sur un an, le SMPT du BTP connaît une forte augmentation de 4,3 %, en raison notamment d'un recours au chômage partiel nettement plus faible qu'au premier trimestre 2010.

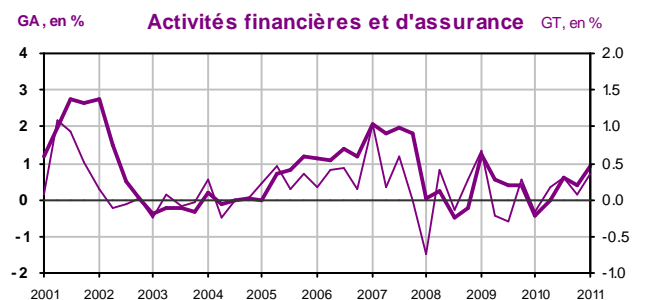
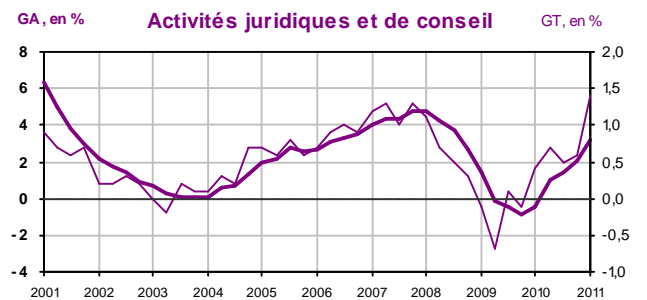
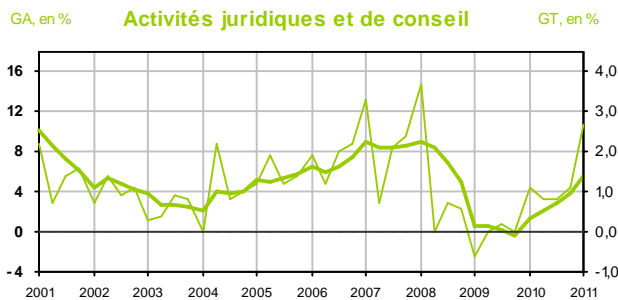
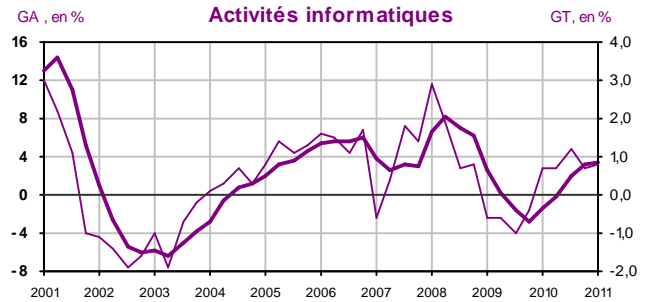
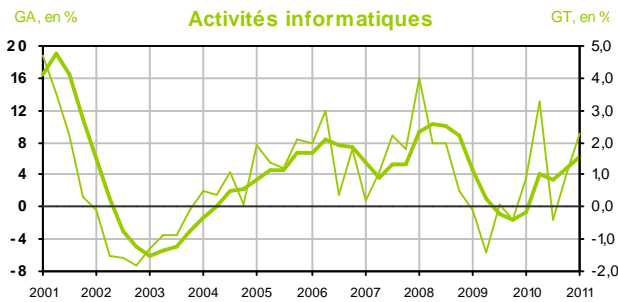
Graphique 5 : Masse salariale et emploi du tertiaire



Sources : Acooss-Urssaf

Graphique 6 : Masse salariale et emploi dans plusieurs secteurs tertiaires





Sources : Acooss-Urssaf

Dans le tertiaire, la hausse de l'emploi se poursuit

La masse salariale du secteur tertiaire croît de 2,2 % au premier trimestre 2011 après + 0,6 % au trimestre dernier. Elle augmente de 4,4 % sur un an.

L'emploi du secteur tertiaire continue d'augmenter (+ 0,6 %) sur un rythme proche de celui d'avant crise. Sur un an, les effectifs du tertiaire progressent de 1,9 % (247 000 créations nettes d'emploi). L'intérim constitue toujours un moteur important (+ 20,5 % sur un an, soit 114 000 créations nettes d'emploi) mais d'autres activités contribuent également à la hausse des effectifs du tertiaire.

Au premier trimestre 2011, l'emploi intérimaire continue de croître sur un

rythme élevé (+ 5,1 % après + 5,7 % au quatrième trimestre). En glissement annuel, la hausse de l'emploi intérimaire est importante (+ 20,5 %), mais le nombre de salariés rémunérés par ce secteur demeure encore inférieur de 16 % à celui de mars 2008.

Dans le tertiaire hors intérim, l'emploi augmente de 0,4 %. Les secteurs les mieux orientés sont les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 1,4 %), l'hébergement et la restauration (+ 1,0 %, dont 1,3 % pour la restauration et + 0,4 % pour l'hébergement) et les activités informatiques (+ 0,8 %).

Les activités financières et d'assurance (+ 0,4 %), le commerce et l'action sociale et hébergement médico-social

(+ 0,3 %) enregistrent des hausses modérées ce trimestre.

A l'inverse, les plus fortes baisses annuelles sont enregistrées dans les activités d'administration publique (- 0,7 %), les télécommunications (- 0,4 %), les transports et entreposage (- 0,3 %) et l'édition et audiovisuel (- 0,2 %).

Le salaire moyen par tête augmente fortement ce trimestre (+ 1,7 %, après + 0,2 %). La hausse est particulièrement élevée dans le secteur financier (+ 2,5 %) qui profite du versement de primes. En glissement annuel, le SMPT du secteur tertiaire augmente de 2,5 % après + 1,4 % au quatrième trimestre 2010.

Tableau 2 : Evolution de l'emploi par secteur détaillé d'activité économique (NACE 38)

| Secteurs (NACE 38) | Masse salariale | | | | | | | Emploi | | | | | | | SMPT* | | |
|---|-----------------|------------|-------------|------------|------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------------|------------|------------|------------------|
| | GT (%) | | | | | GA (%) | Niveau (M€) | GT (%) | | | | | GA (%) | Niveau (milliers) | GT (%) | GA (%) | Niveau moyen (€) |
| | 2010 T1 | 2010 T2 | 2010 T3 | 2010 T4 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2010 T1 | 2010 T2 | 2010 T3 | 2010 T4 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2011 T1 | 2011 T1 |
| BZ Industries extractives | -0,6 | 0,8 | -0,3 | 1,0 | 0,7 | 2,2 | 0,2 | -0,5 | -0,7 | -0,2 | -0,4 | 0,1 | -1,2 | 25 | 0,8 | 3,7 | 2 651 |
| CA Industries agro-alimentaires | 0,4 | 0,3 | 0,0 | 0,6 | 0,7 | 1,7 | 3,1 | 0,1 | 0,0 | -0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 502 | 0,6 | 1,5 | 2 065 |
| CB Habillement, textile et cuir | -0,4 | -0,4 | -0,1 | 0,3 | 1,3 | 1,1 | 0,8 | -1,0 | -1,0 | -0,7 | -0,9 | 0,0 | -2,6 | 117 | 1,7 | 4,3 | 2 202 |
| CC Bois et papier | -0,4 | -0,2 | -0,8 | 0,2 | 0,8 | 0,0 | 1,5 | -1,1 | -0,6 | -0,6 | -0,7 | -0,4 | -2,1 | 207 | 1,3 | 2,5 | 2 402 |
| CD Cokéfaction et raffinage | -5,0 | 4,4 | 0,3 | -1,0 | -5,6 | -2,1 | 0,2 | -1,2 | -1,6 | -1,0 | -1,1 | 0,3 | -3,4 | 13 | -5,3 | 2,1 | 3 910 |
| CE Industrie chimique | 0,0 | -1,3 | 0,6 | -0,5 | 5,8 | 4,6 | 1,5 | -1,8 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | 0,8 | 0,4 | 141 | 5,5 | 5,6 | 3 445 |
| CF Industrie pharmaceutique | 0,4 | -1,9 | 1,6 | -1,0 | 1,2 | -0,1 | 0,9 | 0,0 | -1,0 | -0,4 | 0,2 | 0,8 | -0,4 | 82 | 0,7 | 0,7 | 3 617 |
| CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux | -0,1 | 0,3 | -1,1 | 0,8 | 2,2 | 2,2 | 2,3 | -1,1 | -0,6 | -0,5 | -0,4 | 0,1 | -1,4 | 304 | 2,4 | 4,2 | 2 535 |
| CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques | 0,0 | 0,8 | -0,1 | 0,7 | 2,0 | 3,4 | 3,1 | -1,1 | -0,5 | -0,3 | -0,4 | 0,3 | -0,9 | 407 | 2,0 | 5,0 | 2 548 |
| CI Fabrication de produits informatiques, électron. et optiques | -0,4 | 1,1 | 0,2 | 0,2 | 1,1 | 2,6 | 1,5 | -1,0 | -0,2 | -0,1 | -0,4 | 0,3 | -0,4 | 140 | 1,1 | 3,7 | 3 525 |
| CJ Fabrication d'équipements électriques | 0,1 | -0,1 | -0,4 | 0,9 | 1,0 | 1,4 | 1,0 | -1,4 | -0,6 | -0,8 | -0,4 | -0,6 | -2,4 | 123 | 1,5 | 4,3 | 2 844 |
| CK Fabrication de machines et équipements n.c.a. | -0,7 | 0,4 | 0,0 | -0,2 | 1,1 | 1,3 | 1,6 | -1,7 | -1,2 | -1,0 | -1,2 | 0,2 | -3,2 | 189 | 1,7 | 5,6 | 2 850 |
| CL Fabrication de matériels de transport | 1,3 | 0,9 | -0,7 | 1,1 | 0,7 | 1,9 | 3,4 | -1,0 | -1,5 | -0,7 | -0,1 | 0,6 | -1,7 | 360 | 0,4 | 4,5 | 3 162 |
| CM Autres industries manuf. ; réparation et installation machines | 0,1 | 0,3 | -0,3 | 0,4 | 1,4 | 1,9 | 2,1 | -0,6 | -0,5 | -0,4 | -0,5 | 0,3 | -1,1 | 283 | 1,5 | 3,5 | 2 503 |
| DZ Produc. distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné | 0,1 | 1,9 | 0,2 | 0,3 | -0,5 | 1,9 | 1,7 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | 0,0 | 0,7 | 1,2 | 172 | -0,8 | 0,9 | 3 294 |
| EZ Production et distribution d'eau, assainissement | 1,1 | 0,1 | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 4,4 | 1,2 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,7 | 0,7 | 2,2 | 172 | 0,7 | 2,3 | 2 285 |
| FZ Construction | -0,6 | 1,1 | 0,7 | 0,0 | 2,6 | 4,5 | 9,0 | -0,4 | 0,1 | 0,1 | -0,1 | 0,8 | 0,8 | 1 495 | 2,2 | 4,3 | 2 021 |
| GZ Commerce, réparation d'automobiles et de motos | 0,8 | 0,5 | 0,4 | 0,5 | 1,8 | 3,3 | 19,5 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,7 | 3 041 | 1,6 | 2,7 | 2 140 |
| HZ Transports et entreposage | 0,0 | 0,7 | -0,3 | 0,3 | 1,1 | 1,8 | 9,7 | -0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | -0,3 | -0,1 | 1 378 | 1,2 | 1,9 | 2 340 |
| IZ Hébergement et restauration | 1,2 | 2,0 | 1,4 | 0,3 | 1,2 | 4,9 | 4,7 | 0,2 | 1,3 | 0,7 | 0,6 | 1,0 | 3,6 | 1 001 | 0,4 | 1,6 | 1 577 |
| JA Edition et audiovisuel | 1,1 | 0,7 | -0,1 | 0,8 | 1,3 | 2,8 | 2,2 | 0,2 | -1,0 | 0,2 | -0,6 | -0,2 | -1,6 | 223 | 1,7 | 4,3 | 3 336 |
| JB Télécommunications | 1,0 | -0,8 | 0,9 | 0,1 | 0,9 | 1,1 | 1,4 | -2,1 | 0,0 | -1,1 | -0,2 | -0,4 | -1,7 | 150 | 1,2 | 3,7 | 3 071 |
| JC Activités informatiques | 0,9 | 3,3 | -0,4 | 1,0 | 2,3 | 6,3 | 3,6 | 0,7 | 0,7 | 1,2 | 0,7 | 0,8 | 3,4 | 335 | 1,5 | 2,8 | 3 591 |
| KZ Activités financières et d'assurance | -0,4 | 3,0 | -0,3 | 0,3 | 2,7 | 5,9 | 8,4 | -0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | 0,9 | 754 | 2,5 | 5,2 | 3 718 |
| LZ Activités immobilières | 1,1 | 1,3 | 0,9 | 1,7 | 0,5 | 4,4 | 1,7 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | -0,2 | 1,0 | 238 | 0,3 | 3,3 | 2 342 |
| MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 1,1 | 2,7 | 5,5 | 9,0 | 0,4 | 0,7 | 0,5 | 0,6 | 1,4 | 3,2 | 907 | 1,7 | 2,8 | 3 340 |
| MB Recherche et développement | 1,1 | 0,4 | 0,0 | 1,6 | -1,0 | 1,0 | 1,5 | 0,4 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | -0,4 | -0,3 | 156 | -0,9 | 0,9 | 3 170 |
| MC Autres activités scientifiques et techniques | 1,1 | 0,9 | 0,6 | 0,4 | 3,4 | 5,4 | 1,5 | -0,5 | -0,2 | -0,3 | 0,0 | 1,7 | 1,1 | 206 | 2,5 | 5,4 | 2 430 |
| NZ Activités de services administratifs et de soutien | 2,8 | 2,9 | 0,7 | 2,0 | 4,4 | 10,4 | 9,6 | 1,5 | 1,7 | 1,3 | 2,2 | 2,1 | 7,4 | 1 828 | 2,2 | 3,1 | 1 774 |
| OZ Administration publique | -1,4 | 2,5 | -1,9 | -0,2 | -1,8 | -1,5 | 1,9 | -0,4 | -0,5 | -0,7 | -0,4 | -0,7 | -2,4 | 181 | -1,2 | 0,7 | 3 466 |
| PZ Education | 0,4 | 0,6 | 0,9 | -0,3 | 2,2 | 3,3 | 1,6 | 0,5 | 0,2 | 0,4 | -0,1 | -0,4 | 0,0 | 302 | 2,5 | 2,9 | 1 763 |
| QA Activités pour la santé humaine | 0,8 | 0,8 | 0,5 | 0,4 | 1,1 | 2,9 | 3,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,2 | 0,0 | 1,3 | 554 | 1,0 | 1,4 | 2 062 |
| QB Action sociale et hébergement médico-social | 0,1 | 1,1 | 0,6 | 0,4 | 1,6 | 3,8 | 4,8 | 0,5 | 0,6 | 1,0 | 0,0 | 0,3 | 1,9 | 1 045 | 1,4 | 1,7 | 1 527 |
| RZ Arts, spectacles et activités récréatives | 1,2 | 1,8 | 1,6 | 1,1 | 0,6 | 5,3 | 1,6 | 1,3 | 0,8 | 0,7 | -0,9 | -0,1 | 0,6 | 279 | 1,1 | 4,0 | 1 898 |
| SZ Autres activités de services | 1,3 | 0,6 | 0,1 | 0,1 | 1,2 | 2,0 | 3,2 | 0,8 | 0,6 | 0,7 | -0,2 | -0,5 | 0,7 | 572 | 1,5 | 0,8 | 1 860 |
| Activités diverses et non classées | -4,2 | 0,7 | -0,2 | -0,5 | 0,7 | 0,7 | 0,2 | -1,1 | 0,3 | 1,1 | -0,2 | -0,6 | 0,5 | 20 | 1,1 | 0,5 | 2 485 |
| Total | 0,7 | 1,0 | 0,4 | 0,5 | 2,1 | 3,9 | 124,6 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,6 | 1,3 | 17 902 | 1,7 | 2,8 | 2 327 |
| Total hors intérim | 0,5 | 0,9 | 0,3 | 0,4 | 1,8 | 3,4 | 120,7 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,4 | 0,7 | 17 233 | 1,6 | 2,9 | 2 339 |
| Industrie | 0,1 | 0,4 | -0,1 | 0,5 | 1,3 | 2,1 | 26,0 | -0,7 | -0,5 | -0,3 | -0,3 | 0,3 | -0,9 | 3 236 | 1,3 | 3,5 | 2 683 |
| Construction | -0,6 | 1,1 | 0,7 | 0,0 | 2,6 | 4,5 | 9,0 | -0,4 | 0,1 | 0,1 | -0,1 | 0,8 | 0,8 | 1 495 | 2,2 | 4,3 | 2 021 |
| Tertiaire (y compris intérim) | 1,0 | 1,2 | 0,4 | 0,6 | 2,2 | 4,4 | 89,5 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,6 | 1,9 | 13 157 | 1,7 | 2,5 | 2 274 |
| Intérim | 5,3 | 6,6 | 3,4 | 2,8 | 9,3 | 23,9 | 3,9 | 4,1 | 5,3 | 3,0 | 5,7 | 5,1 | 20,5 | 672 | 3,7 | 3,3 | 2 001 |

* Salaire moyen par tête

Sources : Acooss-Urssaf

Encadré : Sources et méthodologie

Les **Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC)** sont remplis par les établissements employeurs du régime général exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) qui **déclarent** aux Urssaf **leurs cotisations sociales, les différentes assiettes salariales** (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements, ainsi que **leurs effectifs salariés**. Cette déclaration est mensuelle si l'effectif de l'entreprise est supérieur à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil.

La base **Séquoia** centralise depuis janvier 1997 ces déclarations et comporte environ 600 000 comptes mensuels et 1 300 000 comptes trimestriels actifs (plus du double en comptabilisant les comptes actifs au moins une fois depuis 1997). Elle est alimentée par des extractions mensuelles. L'extraction qui a lieu deux mois après la fin d'un trimestre comprend la quasi-totalité (99,9%) des déclarations. Les bordereaux arrivant postérieurement à ces 2 mois sont estimés dans un premier temps par l'Acoss à partir des informations des périodes précédentes, puis cette estimation est affinée ultérieurement au regard de l'ensemble de la chronique des déclarations. Les données présentées ici sont donc provisoires pour le dernier trimestre et comprennent de légères révisions sur l'historique, essentiellement sur le trimestre précédent. Les données sont également désaisonnalisées pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures.

Les coefficients saisonniers sont revus une fois par an avec la publication des données sur le quatrième trimestre. **L'impact des révisions de CVS menées ce trimestre est assez faible** en ce qui concerne l'emploi salarié (des différences maximales de +/- 0,1 point selon les trimestres sur les deux dernières années). L'impact est plus marqué en matière de masse salariale (des différences maximales de +/- 0,2 point selon les trimestres sur les deux dernières années) et donc indirectement de SMPT.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend

tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), **la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile**. Il est très proche de ceux de l'Unedec - Pole emploi (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

La dernière nomenclature d'activité NAF (articulée sur la nomenclature européenne NACE et la nomenclature internationale) est en vigueur depuis le 1er janvier 2008.

L'assiette salariale totale ou l'assiette déplafonnée désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature.

Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée » (CSG) qui comprend principalement des éléments également des éléments de rémunération non inclus dans l'assiette déplafonnée. Elle est notamment constituée des éléments assujettis au « forfait social », en particulier l'intéressement, la participation, l'abondement de l'employeur aux plans d'épargne salariale et le financement de certains éléments de retraite supplémentaire. Hors forfait social, l'assiette CSG comprend également des indemnités versées lors de la rupture du contrat de travail ou à l'occasion de la cessation forcée des fonctions (indemnités de licenciement, de départ volontaire, de rupture conventionnelle, de chômage partiel et de mise à la retraite). Le financement de la prévoyance complémentaire figure également dans ce segment.

Une révision des éléments composant l'assiette déplafonnée a également été réalisée au cours du quatrième trimestre 2010. L'assiette déplafonnée inclut dorénavant les rémunérations des apprentis et les assiettes de salariés bénéficiant de diverses exonérations dont les principales sont celles des centres communaux d'action sociale (CCAS) et celle des contrats de professionnalisation. Cette révision d'assiette provient pour plus des trois-quarts de l'apprentissage et représente entre 2004 et 2010 des montants d'assiette de respectivement 514, 795, 909 1250, 2013, 2548 et 2639 millions d'euros (ce dernier montant intégrant également les données du quatrième trimestre). Cela a induit de légères révisions du taux de croissance de l'assiette en moyenne annuelle (respectivement +0,03 point en 2006, +0,05 en 2007, +0,12 en 2008, +0,12 en 2009 et +0,02 en 2010). Dans les BRC, l'examen conjoint des assiettes et des effectifs a conduit dans le passé à mettre à zéro l'effectif des établissements qui n'avaient pas d'assiette déplafonnée. Le réexamen de cette assiette a donc induit une révision à la hausse de l'emploi de ces établissements. Néanmoins, l'ampleur des révisions sur l'emploi a été encore plus modérée puisque au maximum les niveaux bruts ont été révisés de 23 000 salariés au titre du deuxième trimestre 2010.

L'effectif salarié est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif réel en fin de mois diffère d'autres notions d'emploi faites en ETP ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss. **L'effectif moyen** est égal à la demi-somme des effectifs de fin de trimestre.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle.

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent.

Le glissement annuel (GA) compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour approfondir...

- « Les heures supplémentaires au premier trimestre 2011 », *Acoss Stat* n°26, mai 2011.
 - « Au premier trimestre 2011, les embauches en contrat de plus d'un mois retrouvent leur niveau d'avant-crise », *Acoss Stat* n°125, avril 2011.
 - « Principaux indicateurs mensuels Acoss-Urssaf à fin avril 2010 », *Le baromètre économique* n°8, Acoss, mai 2011.
- A paraître : *Le baromètre économique* n°9, Acoss, 22 juin 2011.